Crédit photo : Mustang Joe

CLIMAT : TOTAL PASSE AU DÉCODEUR D'OXFAM

Les ressorts du greenwashing du géant pétrolier

SOUS EMBARGO JUSQU'AU MERCREDI 26 MAI 2021 00h01

INTRODUCTION

En mars 2021, Oxfam révélait dans un rapport sur le CAC 40 que Total a une empreinte carbone supérieure à celle du territoire français et que **sa trajectoire climatique actuelle nous emmène ainsi vers un monde à +4,5°C**,[1] faisant complètement exploser le cap de +1,5°C, fixé par l'Accord de Paris, limite à ne pas dépasser selon la communauté scientifique.

Pourtant le groupe multiplie les communications autour de sa stratégie climat et consacre près d'un tiers de son budget de communication de marque - 52 millions de dollars par an - à "verdir" son image,[2] s'ajoutant à 29 millions de dollars de dépenses de lobbying climat.[3] Total va même pousser la logique de greenwashing jusqu'à proposer à ses actionnaires, réunis le 29 mai 2021 en Assemblée générale,[4] de changer de nom : Total veut devenir « Total Energies », sous-entendu un groupe multi-énergies, donc pas uniquement productrice d'énergie fossile.

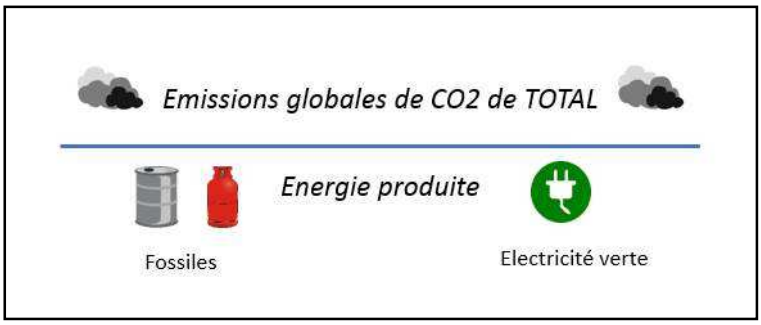
Il est vrai que Total manie avec beaucoup de talent l'art de faire croire aux décideurs et aux institutionnels qu'il prend des engagements forts pour le climat et la transition écologique. Ainsi, le géant pétrolier déclare : "Total a l'ambition d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050". Pour y parvenir, Total se concentre sur son marché européen (60% des émissions du groupe) – ne faisant que se conformer aux engagements de l'Union Européenne,[5] où il s'engage à un objectif intermédiaire de réduction en 2030.[6] Aucune étape intermédiaire chiffrée en valeur absolue n'est donnée pour le reste de ses émissions hors du continent européen.[7]

Même les investisseurs ne sont pas dupes du greenwashing de Total. Ils sont nombreux à lui demander d'accélérer sa transition. En mai 2020, la première résolution climat présentée à l'Assemblée générale de Total recueillait près de 17 % des votes des actionnaires.[8] Cette résolution lui demandait d'aligner ses activités avec l'Accord de Paris. En mars 2021, la coalition d'investisseurs Climate Action 100+ jugeait que les efforts de Total sur sa politique climat n'étaient pas compatibles avec un objectif global de limitation du réchauffement à 1,5°.[9] Evidemment, il existe aussi des risques financiers : le groupe a déjà dû passer en perte une partie de ses projets en 2019[10] et au moins 30% des investissements extractifs de Total en 2018 ne seraient pas viables financièrement dans un monde qui se réchauffe – incluant son méga projet pétrolier en Ouganda.[11]

Les belles paroles et les jolies campagnes de publicité sont du temps perdu face à l'urgence climatique. Mais reconnaissons qu'il n'est pas toujours aisé de déminer la communication des grands groupes. Alors Oxfam a passé Total au décodeur.

1. TOTAL VA RÉDUIRE SA PRODUCTION D'ÉNERGIES FOSSILES.

FAUX. Total communique sur le fait qu'elle va baisser l'intensité carbone de ses produits[12]… tout en augmentant leur quantité.[13] Autrement dit, ses produits seront, en moyenne, légèrement moins carbonés, mais beaucoup plus nombreux : son empreinte globale pourrait donc continuer à augmenter. L'intensité carbone correspond aux émissions de CO2 globales rapportées aux nombre d'unités d'énergie produites - que ce soit du pétrole, ou des énergies renouvelables. Concrètement, Total produira, en supplément du pétrole, des énergies moins émettrices, sa moyenne diminuera donc mécaniquement, mais les quantités augmentant, ses émissions totales continueraient à croitre.



Il est donc tout à fait possible de réduire son intensité par unité d'énergie vendue mais d'augmenter son empreinte globale si le nombre d'unités vendues augmente.

Par ailleurs, Total continue à développer des projets très polluants et controversés : Oxfam a notamment documenté les impacts sur l'environnement et les communautés de son projet en Ouganda.[14] Le groupe continue également son développement gazier en Arctique – une région pourtant déjà particulièrement affectée par le changement climatique.[15] Même l'Agence Internationale de l'Energie, pourtant historiquement critiquée pour ses positions pro-fossiles le dit désormais : un réchauffement limité à 1,5° n'est pas compatible avec de nouveaux investissements dans des projets extractifs.[16]

2. TOTAL VA RÉDUIRE SES ÉMISSIONS CONFORMÉMENT AUX RECOMMANDATIONS SCIENTIFIQUES.

FAUX. Total produira deux fois plus d'énergies fossiles à l'horizon 2030 que ce que recommande le GIEC. Les émissions associées dépasseront de près de 200 MTeq CO2, soit l'équivalent des émissions annuelles des Pays-Bas.

Selon le GIEC, pour limiter le réchauffement climatique à +1,5°C en maximisant les synergies avec les objectifs de développements durable (ODD), la production brute d'énergies fossiles doit diminuer de 87% et 74% respectivement pour le pétrole et le gaz d'ici 2050, par rapport à 2010.[17]

Or dans le scénario retenu par Total, la production mondiale de gaz augmente d'ici à 2050 et la production de pétrole ne diminue que de 43%.[18] Pour le PDG de Total, on produira toujours 50 millions de barils de pétrole par jour.[19] Or pour suivre le scenario du GIEC, il faudrait en produire maximum 11 millions à l'horizon 2050.[20] La vision de Total du monde en 2050 est bien celle d'un monde où le pétrole est toujours très présent et n'est pas alignée avec un réchauffement limité à 1,5°.

3. TOTAL COMPTE AMÉLIORER SON EMPREINTE CARBONE EN PLANTANT DES ARBRES

VRAI mais irréaliste. La vision de Total est basée sur l'utilisation des technologies visant à "capturer et stocker" une partie de ses émissions carbone.

Miser sur ces « puits de carbone » (forêts, mers, sols) est doublement risqué : ces technologies ne sont pas matures - ou pas avant 2030, ce qui sera trop tard. Par ailleurs, pour Total, elles ne représenteront que 4 à 8% des émissions dite excédentaire, c'est-à-dire, qui contribuent à une trajectoire supérieure à +1,5°.[21]

Par ailleurs, planter des arbres peut représenter également un risque majeur du point de vue de l'accaparement des terres agricoles, engendrant des problèmes tant environnementaux que sociaux. Ces solutions ne sont donc pas automatiquement des recettes miracles.

4. TOTAL DÉCLARE VOULOIR DEVENIR UN ACTEUR MAJEUR DE L'ÉLECTRICITÉ VERTE. LE GROUPE VA-T-IL DONC ABANDONNER LE PÉTROLE ?

NON. Aujourd'hui, pour 1 unité d'électricité produite à partir de renouvelables, Total produit 447 unités d'hydrocarbures.[22] En 2050, ce ratio sera de à 1 pour 25 – ou seulement 4%.[23] Certes, il s'améliore, mais les fossiles resteront toujours au cœur du modèle de l'entreprise.

Le pétrole est la machine à cash du groupe, lui permettant de maintenir sa politique de dividendes. En 2019, près de 36% de la rémunération de son PDG était basée sur la satisfaction des actionnaires, et seulement 2% était basée sur un critère de réduction des émissions CO2.[24] Selon les annonces du groupe, cette part sera en augmentation dans les prochaines années – mais ne comportera toujours pas d'indexation sur l'ensemble des émissions indirectes mondiales, se limitant à l'Europe.[25] Total est championne des versements de dividendes au sein du CAC40 : entre 2009 et 2018, le groupe a versé près de 60 milliards d'euros de dividendes.[26] Or, si Total avait dédié en 2018 seulement un tiers de l'équivalent de son dividende à la transition écologique, l'entreprise aurait pu atteindre le niveau minimum requis selon Climate Disclosure Project.[27]

5. TOTAL INVESTIT MASSIVEMENT DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (ENR).

FAUX. Près de 80% des investissements entre 2026 et 2030 resteront bien alloués aux énergies fossiles.[28] Hors énergies fossiles, dans sa communication, Total ne distingue pas le gaz et les énergies vertes, ce qui est très problématique car le gaz n'est pas une énergie renouvelable, mais bien une énergie fossile. Comment ne pas y voir une volonté de verdir ses investissements gaziers ?

En 2018, et selon le rapport du Carbon Disclosure Project basé sur des données non publiques, Total n'avait investi que 271 millions d'euros dans ses projets renouvelables,[29] soit 1,9% de ses investissements bruts totaux.[30] Difficile de connaître le chiffre réel pour les années suivantes.

6. L'ACCORD DE PARIS NE S'APPLIQUE QU'AUX ÉTATS, TOTAL NE DOIT DONC PAS S'Y CONFORMER.

Partiellement FAUX. En janvier 2020, cinq associations et quatorze collectivités territoriales assignaient Total en justice pour son manque d'ambition climatique, jugeant que sa trajectoire ne respecte pas l'Accord de Paris (scénario à +1,5°), mais aussi sur le fondement de la Charte de l'environnement et de la loi française sur le devoir de vigilance.[31] Cette loi votée en mars 2017, pionnière, oblige les grandes entreprises à se doter de moyens effectifs d'identification, et de prévention des impacts de leur activité sur, notamment, les droits humains et l'environnement.[32]

Le groupe a alors argué que l'Accord de Paris ne s'applique juridiquement qu'aux Etats,[33] mais pourtant déclare dans sa stratégie vouloir « contribuer à l'objectif de neutralité défini par l'Accord de Paris ».[34] Si seul les Etats sont signataires de l'Accord de Paris, il est également devenu la norme de référence pour l'action de tous.

Total joue un double jeu : devant les caméras, son PDG Patrick Pouyanné considère que son groupe ne fabrique « ni avions, ni voitures, ni ciment »[35], mais en coulisses, il ne dépense pas moins de 29 millions de dollars par an en lobbying climatique et 52 millions de dollars en communication de marque pour défendre ses intérêts,[36] notamment face à celles et ceux qui ne partagent pas sa vision du monde.

CONCLUSION ? IL FAUT DES RÈGLES CONTRAIGNANTES !

Face à l'urgence climatique et sociale, nous constatons que Total ne s'engage pas volontairement dans sa transition de modèle. L'autorégulation ne suffit pas, il faut fixer des obligations aux grandes entreprises.

C'est pourquoi, Oxfam France appelle :

- **L'Union Européenne** à adopter, dans le cadre de la directive à venir sur la gouvernance d'entreprise durable, l'obligation pour les grandes entreprises de se doter d'objectifs climat compatibles avec une trajectoire à 1,5°, de communiquer de façon transparente sur leur trajectoire, plan de transition, et investissements.

- **Le gouvernement français** à mettre en place une obligation pour les grandes entreprises de publier :

    - Leur empreinte carbone totale, condition nécessaire pour que soit pris en compte leur responsabilité climatique ;
    - Une trajectoire de réduction de leur empreinte carbone contraignante, sous peine de sanction financière ;
    - Un plan d'investissement, qui devra assurer la cohérence entre l'objectif et les moyens mis en œuvre.

Et Total peut contribuer à accélérer ces changements en planifiant dès maintenant la fin de l'exploitation des fossiles et en alignant sa stratégie avec l'accord de Paris : si ses dirigeants ne le font pas, ses actionnaires doivent l'y contraindre. La transition de modèle de Total doit être pensée de manière socialement juste, reposant sur le dialogue avec les parties-prenantes.

NOTES

[1] https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2021/03/rapportOXFAM_CACdegresdetrop_VFF.pdf

[2] Influence Map, "Big Oil's Real Agenda on Climate Change", 2019, p. 12. TOTAL dépense 52 millions de dollars par an en branding climatique – 29% de son budget branding (le pourcentage le plus élevé – parmi les 5 majors : TOTAL, Exxon, Shell, BP et Chevron). https://influencemap.org/report/How-Big-Oil-Continues-to-Oppose-the-Paris-Agreement-38212275958aa21196dae3b76220bddc

[3] Même source.

[4] https://www.total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2021-03/FR_Projet-de-resolutions.pdf. Quinzième résolution.

[5] Voir https://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2050_fr. L'Union Européenne ambitionne de devenir le premier continent neutre en carbone à l'horizon 2050.

[6] L'engagement de TOTAL (mai 2020) est d'arriver à la « neutralité carbone (Net Zero Emissions) en Europe pour l'ensemble de sa production et des produits énergétiques de Total utilisés par ses clients en 2050 ou avant (scope 1+2+3) » https://www.total.com/fr/medias/actualite/total-se-dote-dune-nouvelle-ambition-climat-atteindre-neutralite-carbone-horizon. Les émissions Scope 3 de TOTAL sont à 60% en Europe TOTAL – source : « Vers la neutralité carbone », septembre 2020, p. 3. https://www.total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-10/TOTAL_RAPPORT_CLIMAT_2020.pdf. Les émissions de Scope 3 représentent 90% des émissions de TOTAL (même source p. 56)

[7] TOTAL s'est engagé à diminuer ses émissions (Scope 3) mondiales en 2030 par rapport à 2015, Total document de référence pour 2020, p. 248 https://www.total.com/system/files/documents/2021-03/document-enregistrement-universel-2020.pdf

[8] https://reclaimfinance.org/site/2020/05/29/resolution-climat-a-lag-de-total-un-tournant-historique/

[9] Voir l'évaluation finale de TOTAL ici : https://www.climateaction100.org/company/total/

[10] https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/total-essuie-une-perte-geante-1288574#:~:text=Le%20groupe%20dirig%C3%A9%20par%20Patrick,compte%20de%20la%20conjoncture%20d%C3%A9grad%C3%A9e.

[11] Carbon Tracker Initiative "Breaking the Habit" 2019, p. 26. https://carbontracker.org/reports/breaking-the-habit/

[12] https://www.total.com/fr/medias/actualite/total-se-dote-dune-nouvelle-ambition-climat-atteindre-neutralite-carbone-horizon

[13] Voir note de recherche.

A l'horizon 2030, TOTAL produira l'équivalent de 3 500 milliers de barils par jour de gaz et de pétrole, contre 3014 par jour en 2019 et 2378 en 2010. Sources : TOTAL Factbook 2013 p. 31 (chiffres 2010) https://www.bomobile.total.com/uploads/gestion_media/Factbook_2013.pdf, TOTAL Factbook 2019 (chiffres 2019) https://www.total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-07/Factbook_2019.pdf. Les chiffres en projection pour 2030 sont issus de la présentation de TOTAL « From Net Zero ambition to TOTAL strategy », septembre 2020 p. 7 (https://www.total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-09/strategy-and-outlook-2020.pdf). Ils sont repris dans l'analyse de Carbon 4 : http://www.carbone4.com/analyse-total-bp-monde-bas-carbone/

[14] https://www.oxfamfrance.org/communiques-de-presse/petrole-en-afrique-de-lest-les-communautes-en-danger/

[15] https://www.nouvelobs.com/planete/20210226.OBS40698/tribune-l-etat-francais-doit-cesser-son-soutien-a-l-exploration-gaziere-en-arctique.html

[16] https://priceofoil.org/2021/05/18/iea-1-5c-model-closes-door-on-new-fossil-fuel-extraction/

[17] https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2018/07/SR15_SPM_version_stand_alone_LR.pdf, p. 14.

[18] Calculs Oxfam : le scénario de TOTAL est explicité p. 14 « Vers la neutralité carbone », septembre 2020. Chiffres de production 2010 Agence Internationale de l'Energie.

[19] TOTAL Energy Outlook - Présentation aux investisseurs le 29 septembre 2020, p. 26. https://www.total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-09/total-energy-outlook-presentation-29-september-2020.pdf

[20] Selon les chiffres de l'AIE, https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/global-oil-demand-by-scenario-2010-2040, la production mondiale de pétrole en 2010 était de 88 millions de barils/jour. Une réduction de 87% en 2050, par rapport à 2010, correspond donc à une production à 11 millions.

[21] Voir note de recherche. TOTAL prévoit des planifie des capacités capture et d'enlèvement du carbone autour de 3-5 MtCO2 par an d'ici 2030 (sources = TOTAL Climate RoadMap in Action, February 21, p. 16, https://www.total.com/system/files/documents/2021-02/climate_roadmap_in_action.pdf. TOTAL planifie également le développement de puits naturels de carbone (forêts en particulier) : son objectif est d'atteindre 5-10 MtCO2/an en 2030 (même source, p. 28). Les émissions « excédentaires » de TOTAL, par rapport à une trajectoire de réduction de sa production fossiles, en 2030, seront a minima de 187 MTCO2Eq.

[22] Reclaim Finance & Greenpeace, « Total fait du sale, la finance complice », https://reclaimfinance.org/site/2021/02/24/total-fait-du-sale-la-finance-complice/, février 2021.

[23] Calculs Oxfam, voir note de recherche. TOTAL annonce viser une capacité de 100 GW de production d'énergies renouvelables en 2050 : Présentation Boursorama le 30 mars 2021

[24] Oxfam France, https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2021/04/Note_Oxfam_Remunerations_PDG_CAC40_27avril2021.pdf

[25] En 2020, une partie de la rémunération en actions de performance du PDG de Total est désormais adossée à un objectif de réduction des émissions - qui ne prend toujours pas en compte l'ensemble des émissions du groupe. En 2021, cette partie de la rémunération inclura une cible de réduction pour les émissions directes (10% de la rémunération variable). L'évolution des émissions indirectes, en Europe seulement, comptera pour 30% des actions de performance. La réduction des émissions indirectes mondiales n'est donc toujours pas prise en compte. Total, Document d'enregistrement pour 2020, p. 197

[26] https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2020/06/Rapport_Oxfam_Basic_CAC40_Juin2020.pdf

[27] Ibid

[28] Reclaim Finance & Greenpeace, Total fait du sale, la finance complice, février 2021.

[29] Climate Disclosure Project (2019) Doubling Down: Europe's Low Carbon Investment Opportunities

https://www.cdp.net/en/research/global-reports/doubling-down

[30] Calcul effectué par Oxfam. Voir référence en note 22.

[31] https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/rechauffement-climatique-total-assigne-en-justice-par-des-collectivites-locales-1166991

[32] https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000034290626/ - Plus de détails sur la loi sur le devoir de vigilance : voir le rapport de recherche associée à cette note.

[33] https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/rechauffement-climatique-total-assigne-en-justice-par-des-collectivites-locales-1166991

[34] TOTAL, « Vers la Neutralité carbone », septembre 2020, p. 2, https://www.total.com/sites/g/files/nytnzq111/files/documents/2020-10/TOTAL_RAPPORT_CLIMAT_2020.pdf.

[35] https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/04/patrick-pouyanne-la-question-de-la-perennite-des-compagnies-petrolieres-est-posee_6041723_3234.html

[36] Influence Map report, March 2019 "Big Oil's Real Agenda on Climate Change", p. 10

© Oxfam France mai 2021

Ce document a été rédigé par Caroline Avan.

Oxfam France remercie Pauline Leclère et Elise Naccarato pour leur assistance dans sa réalisation.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

OXFAM FRANCE

Oxfam France est membre de la confédération internationale Oxfam, un réseau de 19 organisations de solidarité internationale qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté, aux injustices et aux inégalités. En France, Oxfam mène depuis plus de 20 ans des campagnes de mobilisation citoyenne et de pression sur les décideurs politiques. Elle contribue également aux actions humanitaires d'urgence et aux projets de développement du réseau, en collaboration avec des partenaires et des alliés dans le monde entier.

62 bis avenue Parmentier Oberkampf – 75011 Paris
00 33 1 56 98 24 40 – info@oxfamfrance.org

Contact Presse : Elise Naccarato – enaccarato@oxfamfrance.org – 06 17 34 85 68

OXFAM
France